

**L'hon. Maurice Sauvé (ministre des Forêts):** Monsieur le président, l'honorable député n'a qu'à lire la réponse que j'ai déjà donnée à la Chambre à propos de cette affaire, il y a environ un mois.

(Traduction)

### L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PRÊTS AUX ÉTUDIANTS—DEMANDE DE PRÉCISIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. La semaine dernière, le ministre a indiqué que le lundi suivant, il espérait pouvoir dire à la Chambre quels arrangements définitifs découleraient de la loi ayant pour objet de faciliter l'attribution de prêts aux étudiants. Mise à part la question des jurys provinciaux requis, peut-il donner à la Chambre un rapport à jour?

**L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je me propose de faire demain une déclaration complète sur la situation.

**M. MacInnis:** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. A-t-on donné instruction que les directeurs d'école auront quelque chose à dire dans l'examen des postulants qui solliciteront des prêts d'étudiant?

**L'hon. M. Gordon:** Non, monsieur l'Orateur.

### PÉNURIE D'INGÉNIEURS ET BOURSES DU GOUVERNEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. William Dean Howe (Hamilton-Sud):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Étant donné la pénurie d'ingénieurs professionnels au Canada, comme l'annonçait récemment le Service national de placement, et le recrutement d'ingénieurs étrangers, le gouvernement songerait-il à offrir des bourses attrayantes pour encourager les étudiants à embrasser la profession?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Je serai heureux d'examiner la question, monsieur l'Orateur. Bien entendu, les prêts prévus pour les étudiants entreront bientôt en vigueur et devraient aider à résoudre le problème.

### LA GENDARMERIE ROYALE

PRÉTENDU REJET DE LA RÉCLAMATION  
D'UN ANCIEN AGENT

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Reid Scott (Danforth):** Monsieur l'Orateur, je désire poser au ministre de la Justice une question qui se rattache à ce qu'on a appelé la bombe au sang. Étant donné qu'on a rapporté ce matin à la radio que M. Cowli-

[M. Valade.]

shaw reviendra à Ottawa pour nous rendre visite, si on ne fait rien et si on ne songe pas au bien-être des députés intéressés, je me demande si le gouvernement songe à vérifier la prétention de M. Macdonald, pour voir si elle est valide?

**L'hon. Guy Favreau (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, pour le moment, je puis répondre oui à cette question.

**M. Knowles:** Que les conséquences retomberont sur vous, si vous n'en faites rien!

**M. Scott:** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné le net succès qu'a remporté en Nouvelle-Zélande l'examineur de la législation (ombudsman) en étudiant des plaintes de ce genre, le gouvernement ne pense-t-il pas qu'il est temps que nous songions sérieusement à créer un poste semblable au Canada, afin que des plaintes de cet ordre ne soient pas portées à notre attention d'une façon aussi théâtrale?

**L'hon. M. Favreau:** Monsieur l'Orateur, en mon nom personnel du moins, je suis prêt à répondre dans l'affirmative.

### LA FONCTION PUBLIQUE

PROTESTATIONS AU SUJET DES RÉCENTES  
MAJORATIONS DE TRAITEMENTS

A l'appel de l'ordre du jour.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, même si le Président du Conseil privé nous a apparemment enlevé tout espoir, le premier ministre nous dirait-il s'il a reçu des instances des associations de fonctionnaires demandant qu'on remette à l'étude la question des majorations de salaires? Des représentants de ces associations lui ont-ils demandé une entrevue et songe-t-il à donner suite à leur demande? D'autre part, si une telle entrevue a lieu et si les arguments invoqués sont raisonnables, vont-ils être favorablement accueillis?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, une entrevue a été demandée dans les messages que j'ai reçus ce matin et elle sera accordée. Je suis toujours prêt à accueillir les arguments raisonnables.

**M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. En raison des difficultés survenues concernant les traitements des fonctionnaires, puis-je demander au premier ministre si le moment ne serait pas opportun pour présenter une mesure législative visant à accorder à tous les fonctionnaires de l'État le droit aux négociations collectives?

**Le très hon. M. Pearson:** Monsieur l'Orateur, comme mon honorable ami le sait, le